

Comité Syndical du 8 décembre 2022

L'an deux mille vingt-deux, le huit décembre à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Aérospatiale d'Allinges sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ARMINJON Christophe, BASTARD Catherine, BAUD Richard, BERNARD Patrick, BOCHATON Jean-Marc, CHESSEL Pascal, CHUINARD Claire, COLOMER Gérard, COTTET Sophie, DEAGE Joseph, DENNE Jean-Claude, DEVILLE François, GENOUD Pascal, JACQUIER Olivier, LANG Isabelle, LOMBARD Gérald, MORAND Jean-Claude, MORIAUD Pascale, PFLIEGER Géraldine, PODEVIN Christian, TERRIER Jean-Claude, THOMAS Gil.

Délégués suppléants présents / votants :

PARRA D'ANDERT Sophie, BARRAS Olivier, MAURE Dominique, BOZONNET Justin, MICHAUD Marie-Christine, MENOUD Jean-François, FABRE Rémy, GRENAT Maryse.

Absents excusés :

BAUD Jean-Baptiste donne suppléance à Mme PARRA D'ANDERT,
BERTHIER Marie-Pierre donne suppléance à M. BARRAS,
DEMOLIS Cyril donne suppléance à M. MAURE,
GUILLARD Jean donne suppléance à M. BOZONNET,
MARTINERIE Catherine donne suppléance à Mme MICHAUD,
MUFFAT Sophie donne suppléance M. MENOUD,
VENNER Laetitia donne suppléance à M. FABRE,
VUAGNOUX Jean-Louis donne suppléance à Mme GRENAT,
OUCHCHANE Zohra donne pouvoir à M. BOCHATON,
MAXIT Monique donne pouvoir à M. COLOMER.

Secrétaire de séance : Jean-Claude DENNE

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 22

Nombres de délégués suppléants présents : 8

Nombre de pouvoirs : 2

Nombres de votants : 32

Convocation : 1^{er} décembre 2022

Point n°6 – Avenant n°2 – Création de prix nouveaux au marché de travaux de restauration écomorphologique et de prévention des inondations de la Basse Dranse - 2021-005

Pour rappel, un marché de travaux pour la restauration écomorphologique de la Basse Dranse et protection contre les risques a été notifié au groupement d'entreprises représenté par GUINTOLI le 25 janvier 2022.

Les travaux ont démarré sur le secteur amont (Pont de la Douceur au Pont de la Vongy) depuis juillet 2022. Aujourd'hui, un avenant n°2 au marché est proposé pour intégrer de nouveaux prix au bordereau des prix unitaires suite à des adaptations à faire dans le cadre de l'exécution du marché.

Par exemple, la lutte contre la renouée nécessite des changements. La technique du criblage concassage prévue pour le traitement de la terre déblayée et infestée de renouée sur le secteur

des travaux en cours n'a pas fonctionné sur l'ensemble des volumes infestés (nature des matériaux fortement terreux et humides). Une alternative a été trouvée avec un enfouissement des déblais à 3.5 m de profondeur pour immerger la renouée et la détruire. Cette technique a déjà été utilisée par d'autres gestionnaires de rivières. L'enfouissement est réalisé sur l'emprise des bras secondaire créés en rive gauche. Il y a la place sans toucher aux limites de propriétés privées.

Malgré l'augmentation des déblais sur le secteur de l'APEI, le système racinaire étant toujours bien présent, la pose d'un géotextile anti-racinaire sur l'ensemble du talus est ainsi nécessaire afin de préserver au maximum les futurs aménagements en enrochement et génie végétal de la berge.

Au niveau de la RD 902, le marché de travaux prévoyait la pose de cunettes béton pour la descente des eaux pluviales qui passent sous la route départementale et ravinent le talus derrière. Une variante a été proposée par l'entreprise de travaux avec la réalisation d'une descente en enrochement bétonné.

Cette variante permet une stabilité dans le temps de la descente des EP. Elle permet aussi de réduire la surface du grillage « TECCO » prévu initialement au marché de part et d'autre de l'enrochement et qui permet de tenir le talus avec des clous (de 490 m² de TECCO à 255 m² dans la variante).

Enfin, une buse du réseau d'eau pluvial DN 1000 a été découvert au pied du pilier de la RD 1005 sur la zone de travaux lors du débroussaillage de la végétation. Un prolongement est nécessaire pour l'intégrer à l'aménagement de la digue de l'APEI.

Ces prix nouveaux proposés sont les suivants :

- Prix nouveau n°1 (prix D5 au BPU): Terrassement en déblais, transport et mise en stock sur la plateforme des matériaux contaminés par la renouée du Japon (Prix unitaire au m3 : 7,95 € HT) ;
- Prix nouveau n°2 (prix D6 au BPU): création d'un casier pour enfouissement des matériaux contaminés par la renouée du Japon, y compris transport et mise en place et recouverture en matériaux sains (Prix unitaire au m3 : 12,10 € HT) ;
- Prix nouveau n°3 (prix D7 au BPU) : Fourniture et mise en œuvre d'un géotextile anti-racinaire sur le talus de l'APEI pour lutter contre la reprise de la renouée dans les travaux de restauration de berges (Prix unitaire au m2 : 14,75 € HT) ;
- Prix nouveau n°4 (prix E8 au BPU) : Fourniture et mise en place d'un géotextile 800 g/m2 en remplacement de la couche de transition en arrière des enrochements (Prix unitaire au m2 : 4.95 € HT) ;
- Prix nouveau n°5 (prix F5 au BPU) : Réalisation d'une descente d'eau en enrochements bétonnés sous la RD902 suivant les prescriptions de l'étude géotechnique G3 (Prix unitaire au forfait : 62 750,00 € HT) ;
- Prix nouveau n°6 (prix F6 au BPU) : Prolongement de la buse DN1000 sur le secteur de l'APEI (Prix unitaire à l'unité : 6 250,00€ HT) ;

Cet avenant n°2 n'a pas d'incidence financière à ce jour sur le montant global du marché celui-ci étant à prix unitaires et les travaux du secteur aval n'ont pas encore débuté.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** l'avenant n°2 au marché de travaux de restauration écomorphologique et de prévention des inondations de la Basse Dranse - 2021-005,
- **SE PRONONCE favorablement** pour la signature par Madame la Présidente de celui-ci avec les différents partenaires concernés par cet avenant n°2.



La Présidente,



Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.